

## L'église du Très-Saint-Nom-de-Jésus du quartier Maisonneuve **Ne pas laisser aux nationalistes la défense du patrimoine**

Dimanche, le 7 novembre 2010, environ 150 personnes, convoquées par l'organisation des Jeunes Patriotes, se sont rassemblées devant l'église du Très-Saint-Nom-de-Jésus (voir quelques photos attachées). Dans ce bastion du PQ et du Bloc, très impliqués dans ce dossier, véritable patate chaude pour les Libéraux, il ne fallait pas se surprendre que les discours de circonstances soient ceux des députés locaux, du maire de l'arrondissement ancien député du Bloc et du parti de Louise Harel, elle-même ancienne députée locale du PQ, et de deux organisations nationalistes auxquels s'est ajoutée la société historique du quartier. Le rajout de bannières de ces partis et organisations aurait été de trop... ce qui fait que seul Québec solidaire d'Hochélaga-Maisonneuve avait la sienne, lequel commence à s'intéresser à l'affaire tout en cherchant à lui donner une tournure de gauche.

### **Une église qui fait partie du patrimoine québécois**

*« Si l'église du Très-Saint-Nom-de-Jésus n'est pas une vraie cathédrale, avec une superficie de près 5 000 mètres carrés (53 800 pieds carrés) et ses riches décorations, elle en a tout au moins la taille et l'opulence. La construction est effectuée selon les plans d'Albert Mesnard et Charles-Aimé Reeves. Elle débute en 1903 et se termine, pour l'essentiel, en 1906. La construction terminée, il fallait décorer. En 1913, on confie à un peintre québécois du nom de Toussaint-Xénophon Renaud le soin d'orner les voûtes de tableaux appropriés. L'église ferme au culte en 2009. »*

*« L'orgue de l'église du Très-Saint-Nom-de-Jésus, construit par Casavant Frères, représentait, au moment de sa construction, en 1915, le sixième orgue en importance en Amérique du Nord et le premier de Montréal, il se classe encore aujourd'hui parmi les instruments les plus puissants. En 1986, la maison Casavant a entrepris la restauration complète de l'orgue. Aujourd'hui, en 1999, la reconstruction de l'orgue est maintenant complétée. Les travaux ont pris fin avec la remise en fonction de l'orgue de chœur, qui possède maintenant sa propre console. »*

(Extraits de <http://www.uquebec.ca/musique/orgues/quebec/tsnomjm.html>)



## Gare aux mécènes !

Pour les nationalistes, le patrimoine est « sacré » car il appartient à la mythologie des origines définissant une essence identitaire. Pour la gauche, sous la gouverne de ses artistes, il est l'œuvre du prolétariat qui l'a construit et qui l'a payé. La beauté et parfois la grandeur de celui-là, comme c'est ici le cas, sont en dernière analyse la beauté et la grandeur de celui-ci. Cela reste vrai même si l'œuvre d'art fut fabriquée aux dépens du bien-être ouvrier grâce à la chape idéologique de l'institution ecclésiastique, alliée indispensable de la bourgeoisie en ces temps d'aliénation face à la modernité, aliénation sciemment voulue et entretenue par l'Église catholique. La préservation du patrimoine, contrairement aux nationalistes, n'est pas un absolu pour le prolétariat mais un relatif produit historique qui doit conserver une utilité sociale. Pour les premiers, le patrimoine est tourné vers le passé, pour les seconds vers l'avenir, tout en étant enraciné dans l'histoire.

Avant la dite « Révolution tranquille », le peuple dans sa majorité peuplait les églises et jouissait de leur beauté. Après, ce fut la minorité jusqu'au déclin final. Ce patrimoine religieux ne saurait aujourd'hui ne plus être objet de son plaisir sous une forme nouvelle. Ni sa destruction — peut-être sa transformation radicale dans certains cas — ni le patronage d'un mécène — tel le transfert de l'ensemble sculptural *La Joute* de Jean-Paul Riopelle du Parc Olympique dans Hochélagas-Maisonnette vers le quartier des affaires dans l'ouest anglophone en 2002 — qui se l'accapare pour le contentement et le prestige de la bourgeoisie ne sont des solutions acceptables d'un point de vue de gauche. Il n'est pas rassurant qu'« à une éventuelle participation financière [du] gouvernement [Libéral] aux côtés d'autres partenaires financiers, [... le] porte-parole du comité de sauvegarde, [se dise] "satisfait que la ministre ouvre la porte à une collaboration" et assure qu'un important partenaire financier sera bientôt dévoilé. » (Le Devoir, 4/11/10)

## Une défense de gauche du patrimoine

On ne pourra pas bien sûr déménager l'église mais on pourrait bien lui donner une vocation élitiste telles ces églises transformées en condos de luxe, tentation des quartiers en voie de gentrification comme l'est Hochélagas-Maisonnette. Cependant, comme dans le cas de l'église du Très-Saint-Nom-de-Jésus, plus que l'architecture, ce sont la décoration intérieure et surtout les orgues qui sont à conserver, le comité de sauvegarde veut fonder une « *Place de l'Orgue* ». Si un commanditaire privé, généreusement subventionnée par l'État, s'empare du dossier pour lui imprimer sa marque et peut-être son nom, le projet risque d'être inaccessible au prolétariat à part quelques prix de consolation tape-à-l'œil. Que professeurs et étudiants des facultés de musique et conservatoires soient de la partie, cela va de soi. Leurs concerts et répétitions seront-ils gratuits comme pour ceux de l'école Vincent d'Indy et souvent les représentations théâtrales des Maisons de la culture ?

Toutefois, cette intégration prolétarienne resterait du domaine du spectacle passif. Des activités participatives conjointement avec les écoles secondaires et peut-être primaires du Grand Montréal seraient possibles, ce que font dans leur champ de compétence les Maisons de la culture. Pourquoi pas aussi des cours d'initiation à l'orgue offerts au grand public ? Il faut savoir profiter de la majesté et de la fascination des grandes orgues. Elles ont toujours eu un attrait populaire que les orchestres symphoniques n'ont pas. Peut-être est-ce à cause de leur complexité mécanique à laquelle se sont ajoutées « *des technologies nouvelles grâce à l'informatique ou le numérique.* » (Wikipédia, Orgue), mais aussi de leur esthétique qui fait de chacun une œuvre d'art, et avant tout de leur musicalité envoûtante.

Le grand obstacle qu'un tel projet populaire devrait affronter serait le nouveau charcutage des dépenses publiques dans le sillage du dernier budget Libéral qui affectera drastiquement les dépenses hors santé et hors éducation. « *Québec injectera cette année 18,6 millions de dollars pour la préservation des bâtiments religieux qui servent encore au culte, un budget en baisse de près de 20 % par rapport à l'an dernier.* » (Le Devoir, 6/10/10). Cela signifie bienvenu aux mécènes qui, comme la Fondation Chagnon dans le domaine social, paient de moins en moins d'impôts, peuvent en plus déduire de leurs revenus d'impôt leur apparente généreuse contribution et, en prime, orienter la politique de la culture et du patrimoine.

### **Un défi pour Québec solidaire**

La table est mise pour Québec solidaire, en particulier pour son association dans Hochélag-Maisonneuve. L'affaire n'a pas l'évidence sociale et écologique du dernier grand dossier local, la transformation du boulevard Notre-Dame en autoroute que le gouvernement Libéral a mis pour l'instant sur la touche à cause de la cherté des bonifications pour satisfaire les opposants. Malheureusement, cette accalmie a enterré le débat — le comité des opposants s'est même démantelé — peut-être parce que la dernière mouture proposée par le ministère des Transports n'était pas tellement éloignée de l'alternative modérée du comité oppositionnel laquelle acceptait un large boulevard laissant cohabiter transport collectif et transport individuel au lieu d'éliminer à terme ce dernier. (On remarque que Projet Montréal commet la même erreur pour l'échangeur Turcot alors que les objectifs du GIEC commande une grande radicalité et que les impératifs de la mobilisation requièrent une claire démarcation.)

Astucieusement, l'archevêché de Montréal a compris cette différence cruciale. Voulant se laver les mains à la Ponce-Pilate de sa propriété devenue un boulet financier, Monseigneur a compris qu'il pouvait déstabiliser le PQ et le Bloc enracinés dans leur bastion populaire francophone de l'est de Montréal en réclamant la conversion de l'église en logements sociaux. Nul doute que dans Hochélag-Maisonneuve, ce besoin est prioritaire. Québec solidaire ne saurait rejeter cette objection à la façon des nationalistes en disant qu'il ne faut pas mêler les pommes et les oranges. Si la sauvegarde de l'église de Maisonneuve mérite un comité et une mobilisation, celle-ci et celui-là doivent aussi prendre à leur compte un projet concret de construction de logements sociaux sur un terrain bien identifié dans le cadre de la revendication générale de la construction de 10 000 logis sociaux écologiques par année sur cinq ans contenue dans la dernière plate-forme électorale. Ainsi, l'utile se joindrait-il à l'agréable.

Il ne s'agirait pas pour Québec solidaire, étant donné le rapport de forces, de conditionner son appui et sa participation au projet du comité de sauvegarde. Il s'agirait, cependant, de faire connaître haut et fort que c'est un appui critique qu'il donne et d'insister sur les modifications souhaitées et le rajout d'un volet logement social. L'important est de se compromettre par des revendications concrètes, claires et précises loin des vagues et généreux grands principes.

### **La tentation péquiste de Québec solidaire**

En un mot, il faut faire l'inverse de la lettre de la présidente de Québec solidaire aux jeunes souverainistes (Le Devoir, 8/11/10). Elle interroge : « *Un pays pour quoi?* » De répondre : « *un pays pour tout le monde, où le développement est résolument durable, où l'État redistribue la richesse, où des services publics sont assurés partout, un pays d'ouverture et d'accueil.* » À ce niveau de généralité, c'est un discours récupérable par le PQ

avec un peu de démagogie, ce dont il est parfaitement capable. La présidente de Québec solidaire va même jusqu'à cautionner « *le plan Marois* » même si c'est avec une pointe de scepticisme.

À propos de la question nationale, c'est la confusion. La présidente se dit solidaire « *[d]es militants du Bloc et du PQ [qui] souhaitent une démarche claire vers l'indépendance...* » tout en leur proposant « *un débat collectif sur l'avenir politique du Québec et sur un projet de constitution* » dans le cadre d'une Assemblée constituante qui se demanderait si « *[l]e Québec [a] besoin de la souveraineté pour se développer pleinement?* » C'est là dire une chose et son contraire.

Elle convie les jeunes souverainistes à « *une mobilisation populaire autour de l'idée même de pays.* » Quelle mobilisation ? Pour l'élection d'un gouvernement Québec solidaire ou d'une coalition souverainiste qui organisera l'Assemblée constituante comme le prévoit la résolution programmatique votée au congrès de novembre 2009 mais jamais publiée ? C'est oublier que les exemples cités de la France, de l'Afrique du Sud et de la Bolivie suggèrent plutôt une gigantesque mobilisation sociale — pour l'abolition de la féodalité ou pour l'État social suite à la Deuxième guerre, pour l'abolition de l'apartheid, pour la nationalisation des ressources naturelles — que les Constitutions subséquentes n'ont que codifiés. S' imagine-t-on la Constitution post-apartheid remettant en question son abolition ou celle bolivienne garantissant la propriété privée des ressources gazières et pétrolières ?

Il ne faut pas non plus oublier que les constitutions sont des armes à deux tranchants. Si elles garantissent les acquis de la mobilisation par une loi fondamentale, elles les figent pour les empêcher d'aller plus loin. Ce fut là exactement le but stratégique du PQ fondé pour dévoyer dans l'électoratisme la grande mobilisation nationale du peuple québécois de 1966 à 1975. Pour aseptiser l'Assemblée constituante de toute tentation mobilisatrice, la présidente de Québec solidaire propose de la concevoir comme un « *processus [qui] a le grand avantage de n'être lié à aucun parti politique en particulier.* » Après tout, la politique n'est que « *chicane stérile* », dit-elle. On peut être certain que les jeunes indépendantistes se tiendront loin d'un Québec solidaire déjà tarudé par un tel discours... politicien.

**Marc Bonhomme, 9 novembre 2010**